



SP 153657

SEDIF
SERVICE PUBLIC DE L'EAU

DECISION N° D2025-122-SEDIF

Relative à l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial de la Ville de Paris n° GD/OGG/16.01

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5711-1 et suivants et L. 5210-1 à L. 5211-61,

Vu la délibération du Comité n° C2025-02 du 19 juin 2025 donnant au Président délégation pour certaines affaires,

Vu la convention d'occupation temporaire n° GD/OGG/16.01 en date du 11 août 2016 relative aux ouvrages du SEDIF situés en traversée du domaine public fluvial de la Ville de Paris au niveau du canal de l'Ourcq à grand gabarit à Pantin, Bobigny, Noisy-le-Sec, Bondy et Pavillons-Sous-Bois), valable du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2027,

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2021, l'établissement public territorial Est-Ensemble n'est plus adhérent au SEDIF pour 7 communes de son territoire (Bagnolet, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Pantin et Romainville) et depuis le 1^{er} janvier 2023 pour les communes de Noisy-le-Sec et de Bobigny,

Vu le protocole de retrait en date du 4 juillet 2022 conclue entre le SEDIF et l'EPT Est Ensemble prévoyant le transfert dans le patrimoine de l'EPT des biens nécessaires à l'exercice de cette compétence,

Considérant en outre qu'après plus d'un an d'exercice, l'EPT a souhaité que sa régie publique de l'eau potable soit consacrée uniquement à la distribution et non à la production et la distribution à compter du 1^{er} janvier 2025, nécessité de revoir la patrimonialité de certains ouvrages transférés du SEDIF à l'EPT,

Vu le procès-verbal de transfert des biens de l'EPT vers le SEDIF en date du 31 décembre 2024,

Considérant qu'il y a lieu de modifier la convention d'occupation temporaire précitée pour tenir compte de l'incidence des transferts de patrimoine au 31 décembre 2023, puis au 31 décembre 2024, entre le SEDIF et l'EPT,

Vu le projet d'avenant n°1 correspondant,

Le Président,

Article 1 approuve l'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public de la Ville de Paris n° GD/OGG/16.01,

Article 2 autorise sa signature ainsi que de tout document afférent.

Certifié exécutoire la présente décision
publiée sur le site internet du SEDIF et
transmis à M. le Préfet de la Région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris le : **12 DEC. 2025**



Pour le Président et par délégation,
L'attachée hors classe

S. CHICOLINE



Pour le Président,
Le Premier vice-président,

Luc STREHAIANO

Maire de Soisy-sous-Montmorency
Vice-président délégué du Conseil départemental
du Val d'Oise
Président de la Communauté d'agglomération
Plaine Vallée

Le délai de recours contre le présent acte, auprès du tribunal
administratif de Paris, est de deux mois à compter de la date
de sa publication.